L'écho du monde

Les commandants du KTLA établissent une stratégie avant un assaut sur une position birmane dans le village de H'tee K'pler, qu'ils tentent de reprendre à la junte, en avril 2024.

Birmanie

La résistance est dans le maquis

— Quatre ans après le coup d'État qui a propulsé à la tête du pouvoir un général fou, la Birmanie a plongé dans la guerre civile. Le pays abrite l'un des conflits les plus sanglants du globe, entre un peuple et son armée. Voyage au cœur de cette guerre oubliée à la rencontre de la résistance à la junte militaire dans la jungle birmane.

TEXTE & PHOTOS : PIERRE TERRAZ

Un discret filet de fumée blanche s'échappe des feuillages, au sommet de la colline qui surplombe une vallée verdoyante plongée dans la brume au petit matin. Après des heures de marche dans la moiteur d'une jungle épaisse, Pyae Sone Aung marque enfin un temps de pause. Il hésite entre le chemin de droite, qui grimpe sur la butte sans détour, ou celui de gauche, qui plonge dans les hautes herbes et contourne la côte en serpentant. Mieux vaut ne pas se tromper : l'un est le bon sentier, l'autre est truffé de mines.

Là-haut sont retranchés 200 soldats, hommes et femmes, venus de tout le pays pour combattre la junte militaire. Depuis la Thaïlande, le long d'une frontière poreuse, nous venons d'entrer clandestinement en Birmanie – les journalistes étrangers sont interdits dans le pays. Des camps comme celui-ci, il en existerait des milliers à travers le pays depuis le coup d'État du 1er février 2021, qui a propulsé à la tête du gouvernement le général autoritaire Min Aung Hlaing.

Quatre ans après son arrivée au pouvoir, on estime à 50 000 le nombre de morts et à plus de trois millions le nombre de déplacés. Chaque jour, les villages soupçonnés de s'opposer au régime sont réduits en cendres. Selon l'ONU, le viol et la torture feraient aussi partie des méthodes institutionnalisées par l'armée birmane pour dissuader quiconque de rejoindre ou même de soutenir les insurgés.

Pour résister à une junte multipliant les exactions contre sa propre population, un nombre incalculable de factions armées se sont formées dans la jungle birmane. Composés d'anciens civils, ces groupes de belligérants s'unissent sous l'égide des Forces de défense du peuple (PDF). Ainsi, la Birmanie serait aujourd'hui l'État qui compte le plus grand nombre de groupes armés non étatiques, réunissant près de la moitié de toutes les milices mondiales. Selon de rares estimations, datées de novembre 2024, seuls 21 % du territoire national serait encore sous le contrôle stable de la junte, le reste étant contesté (29 %) ou acquis (42 %) à des groupes armés locaux.

Engagement sans marche arrière

« *Cette colline est à nous. La prochaine, juste en face, est tenue par l'armée. Ils y ont installé un avant-poste et viennent patrouiller de temps en temps de notre côté, mais les agriculteurs du village voisin nous préviennent toujours de leur venue. On a déjà capturé quatre de leurs soldats* », explique Pyae Sone Aung, en signalant notre arrivée à ses frères d'armes.

À l'entrée du camp, quatre paires d'yeux scintillent au fond d'une petite cage en bois : les prisonniers sont bien là, exposés comme une mise en garde à l'ennemi. Leur cachot précaire ne leur permet même pas de se tenir complètement debout.

Puis apparaît une horde d'adolescents armés de mitraillettes, de lance-roquettes rouillés,

Un jeune combattant de 13 ans se réfugie dans la forêt après une embuscade de l'armée birmane sur la route, en avril 2024.

← Un jeune combattant du KTLA, groupe ethnique armé de l'Etat Karen, se tient dans un temple bouddhiste transformé en avant-poste de la résistance, non loin des positions de l'armée birmane, en avril 2024.

← Des enfants jouent avec des fusils en bois destinés à l'entraînement des rebelles dans un camp de réfugiés non loin de la frontière avec la Thaïlande, en novembre 2022.

de grenades artisanales et de pistolets qui semblent sortis d'une autre époque. La plupart des visages sont juvéniles, quelques corps sont meurtris. Un garçon présente une jambe calcinée par une mine antipersonnel. Un autre, aux yeux rouges et au regard inquiet, attire notre attention. Il a 17 ans, s'appelle Sin Pouk et vient du Môn, une province de l'extrême sud de la Birmanie. « *Je suis arrivé ici seul, l'année dernière. Mon village s'est fait attaquer par des soldats birmans qui cherchaient des personnes collaborant avec les rebelles. J'avais quelques amis qui étaient partis rejoindre les camps de formation des Forces de défense du peuple. Je les encourageais par téléphone, alors, bien sûr, quand les soldats sont arrivés, je me suis enfui à toute vitesse. Lorsqu'ils sont entrés chez moi, mes parents n'ont pas voulu leur dire où j'étais passé. Mon père s'est fait tuer sur-le-champ, et ma mère a été arrêtée dans la foulée. Depuis, je reste caché ici* », raconte-t-il, d'un ton étrangement désabusé.

C'est qu'ici, son histoire n'est pas si atypique. Comme lui, beaucoup d'autres jeunes se sont retrouvés là par un mélange de conviction et de contrainte. Phyu Lay, elle, est âgée de 25 ans. Originaire de Yangon, la capitale économique du pays, la jeune femme a rejoint les camps de la résistance il y a neuf mois. « *Là-bas, à Yangon, les militaires harcelaient quotidiennement les citoyens pour garder le contrôle. On venait sonner chez moi tous les jours, on me contrôlait dans la rue... J'ai ressenti de la peur, en plus d'une grande colère, alors je suis partie. Mon père et mon frère sont des soldats gouvernementaux. Je n'ai eu qu'un seul contact avec eux depuis mon départ, à mon initiative. Quand ils ont appris où j'étais, ils m'ont reniée. Mon frère m'a simplement assuré que, comme il n'était pas déployé dans cette région, au moins, ce ne serait pas à lui de me tuer. Cela le rassurait. À la fin de cette révolution, je veux vraiment retourner chez moi et retrouver ma famille. J'espère qu'elle m'accueillera, sinon, je resterai ici* », confesse d'une traite la jeune femme.

↓ Yeyint, un combattant d'une vingtaine d'années du KTLA, quelques jours avant son suicide de désespoir, lors d'une progression en jungle, en avril 2024.

En réalité, ils le savent : aucun d'eux n'a une chance de faire marche arrière. Partout dans le pays, l'armée épie les moindres faits et gestes de la population. Ceux qui sont soupçonnés de soutenir la résistance sont automatiquement considérés comme des terroristes et sont arrêtés, voire exécutés. S'engager dans la rébellion, c'est choisir la victoire comme seule issue possible.

L'éthique des rebelles

Une file de pick-up chargés d'hommes en armes fonce à travers la forêt sur des pistes sinueuses, soulevant sur son passage un nuage de poussière orange grimpant haut dans le ciel. Il ne faut pas perdre une minute. La colonne sait qu'elle est visible de loin malgré le camouflage offert par les cimes drues des grands arbres. À l'horizon, perché sur une colline, le clocher bleu ciel de l'église du village de Htee K'pler se décroche du paysage verdâtre et se devine clairement. L'objectif est proche.

«Souvent, les histoires de ces jeunes insurgés ont pour dénominateur commun un **destin tragique.** »

Soudain, le vrombissement des moteurs est recouvert par un premier tir de mortier qui résonne dans la vallée, suivi par le fracas assourdissant d'une pluie d'obus qui interrompt net la course effrénée des rebelles. « *Tous dans la forêt !* », hurle le commandant. Dans la débâcle, au milieu d'un essaim d'hommes costauds et agités, surgit alors un petit corps frêle au visage angélique et terrorisé, tiré dans sa course par un homme bien plus grand que lui. L'enfant, engoncé dans son gilet pare-balles, est armé d'un fusil d'assaut M16.

Réfugiées dans la jungle autour du village de Htee K'pler, encore tenu par l'armée régulière birmane après vingt-huit jours de siège, les troupes de l'armée du Kawthoolei (KTLA) reprennent peu à peu leurs esprits. Au milieu de la foule hagarde réapparaît l'enfant, mutique. Quel âge a-t-il ? « *Treize ans* », m'indique un frère d'armes plus âgé. Combat-il véritablement la dictature birmane avec son fusil ? « *Bien sûr, reprend sans hésiter l'homme, en mimant du bout de ses doigts une rafale de mitraillette. C'est moi qu'il suit sur le front, je prends soin de sa sécurité.* »

Officiellement, les groupes ethniques armés comme le KTLA, qui sont indépendants mais ont prêté allégeance aux PDF, assurent ne pas recruter de mineurs dans leurs rangs. Tous disent respecter la Convention de Genève, et suivent en théorie leurs propres codes de conduite militaire, rédigés dans le but d'afficher leur respect pour les droits humanitaires fondamentaux comme la non-implication d'enfants dans un conflit armé. Cette posture publique vise à leur assurer une légitimité auprès des instances internationales, et à récolter des fonds pour la résistance auprès des populations.

Mais à l'instar de ce très jeune combattant croisé sur le front, nombreux sont les soldats de la résistance aux visages suspectement juvéniles que l'on peut croiser dans certaines régions reculées du pays. Posté dans un temple bouddhiste faisant office de base arrière pour la résistance, au milieu d'un village déserté à cause des combats, Lemuel Baba, 16 ans, raconte : « *Je sais seulement que ma mère était une prostituée. Lorsqu'elle était enceinte de moi, elle a voulu avorter en avalant des cachets. J'ai quand même survécu, je suis né, et elle m'a laissé derrière elle à l'hôpital. Très jeune, j'ai mené une vie de vagabond à Rangoun, la capitale, avant d'arriver ici et d'être recueilli par Nerdah Mya, notre général.* »

De jeunes recrues des Forces de défense du peuple reçoivent leur équipement après des semaines d'entrainement pour rejoindre la résistance, dans un camp de jungle, en novembre 2022. ↓

Un rebelle patrouille en forêt aux abords d'un camp secret de la résistance, dans la jungle birmane, en novembre 2022. ↑

Fils de prostituées, gamins des rues, orphelins de parents arbitrairement exécutés par la junte… Souvent, les histoires de ces jeunes insurgés ont pour dénominateur commun un destin tragique. Seuls et vulnérables, ils cèdent aux charmes d'une communication guerrière bien rodée, aux privilèges de devenir un « soldat » dans un pays où la loi n'existe plus, et à un certain charisme des chefs des groupes armés. Sans promesse d'un avenir meilleur en Birmanie, ils prennent les armes, comme pour contrer leur destin.

Maigres chances de survie

Non loin de Waw Lay, à l'est du pays, dans un village contrôlé par la résistance, un groupe d'adolescents en tongs armés de fusils d'assaut investit la grande table au centre d'un boui-boui de campagne. Dans la salle, le silence se fait aussitôt et les yeux des clients immobiles ne quittent plus leurs assiettes. Un gamin passe derrière le comptoir, hésite entre une bière et un coca-cola, vestige de l'enfance qui s'accroche, finit par se servir et allume une cigarette. Le tout sans que la gérante, qui semble faire mine de relever ses comptes sur un petit cahier, n'ose réellement s'y opposer.

« *Regrettez-vous d'avoir rejoint la résistance ?* » Face à cette question, le brouhaha de la tablée laisse instantanément place à un long silence parmi les insurgés. Saw Ray, l'aîné du groupe qui a 19 ans, finit par se lancer : « *Oui, parfois, c'est vrai que je regrette. Mais seulement parfois, répète-t-il frénétiquement, comme si on risquait de le punir pour ces mots. Maintenant qu'on est là, on ne pourra plus jamais retourner chez nous, on est grillés.* »

S'ils jouissent d'un certain statut et d'un sentiment d'appartenance en rejoignant un groupe armé, ces jeunes combattants sont aussi bien souvent pris au piège. Envoyés au front sans

← Un combattant rebelle se repose sur une position aux alentours du village de H'tee K'pler, après plus de vingt-huit jours sur le front, en avril 2024.

«Lors de ce reportage, un jeune combattant d'une vingtaine d'années s'est suicidé d'une balle dans la tête. »

vrais équipements de protection, armés de vieilles mitraillettes face à des militaires professionnels équipés par la Chine et la Russie, leurs chances de survie sont maigres par comparaison avec leurs responsables, terrés dans des quartiers généraux et prêts à envoyer ces ados à l'abattoir en une phrase prononcée dans un talkie-walkie.

En juin 2021, pris de paranoïa, le chef du KTLA aurait même été jusqu'à exécuter de sang-froid une vingtaine d'hommes pensant qu'ils étaient des espions infiltrés de la junte. Plus récemment, lors de la réalisation de ce reportage en avril 2024, un jeune combattant d'une vingtaine d'années, déjà vétéran de la résistance après trois ans dans le maquis, s'est suicidé d'une balle dans la tête. Parfois, la mort ne vient pas de là où on l'attend en Birmanie. ●

← Les jeunes insurgés rechargent leur téléphone et talkies-walkies pendant un temps de pause dans une base arrière de la résistance.

Dates clefs du conflit

1er février 2021 : Coup d'État militaire, fin d'une période démocratique de dix ans en Birmanie (la précédente junte avait été chassée du pouvoir lors d'élections en 2011).

Février et mars 2021 : Manifestations pacifiques pour appeler à la libération d'Aung San Suu Kyi et au rétablissement du gouvernement civil.

27 mars 2021 : Journée de répression la plus sanglante depuis le début des manifestations avec au moins 90 personnes tuées par balle.

5 mai 2021 : Création des Forces de défense du peuple (PDF), organisation nationale de résistance armée, en réponse au coup d'État militaire.

Novembre 2022 : Plus de 65 000 personnes rejoignent les rangs des PDF, selon des estimations. La Birmanie sombre dans la guerre civile.

13 novembre 2024 : La junte militaire contrôle moins de 21 % du territoire national, le reste étant contesté (29 %) ou acquis (42 %) à des groupes armés locaux. La guerre a fait plus de 50 000 morts et 3 millions de déplacés en quatre ans.

Mario Vargas Llosa: Der grosse peruanische Romancier kämpfte zeitlebens gegen Autokraten *Seite 32*

Neue Zürcher Zeitung

NZZ – GEGRÜNDET 1780

Dienstag, 15. April 2025 · Nr. 88 · 246. Jg. AZ 8021 Zürich · Fr. 5.50

BILDER PIERRE TERRAZ

Keine Waffenruhe für die Erdbebenopfer

Ein Rebellenkämpfer steht vor einem 100 Meter tiefen Krater, der am 28. März durch das schwere Erdbeben in Myanmar entstanden ist. Das Land befindet sich seit dem Militärputsch vom 1. Februar 2021 in einem Bürgerkrieg, trotz verkündeter Waffenruhe nach dem Beben fliegt das Regime weiter Luftangriffe. Der Kampf für die Rückkehr zur Demokratie forderte bisher über 50 000 Opfer. *International, Seite 3*

Apple-Aktie erholt sich, aber die Unsicherheit bleibt

Donald Trump spricht in der Zollpolitik von einer kleinen Pause, die er den Märkten gegönnt habe

DIETER BACHMANN, ANDRÉ MÜLLER, NEW YORK

Es herrscht der Eindruck, als wollten die Börsen die positiven Nachrichten auskosten, bevor die nächste Hiobsbotschaft aus dem Weissen Haus kommt. In Asien und Europa sind die Märkte mit einem Plus in die neue Handelswoche gestartet. Schub hat am Montag die überraschende Ankündigung vom Freitagabend gebracht, dass die US-Regierung Zölle auf Elektronikartikel wie Smartphones oder Computer zumindest vorübergehend wieder abschaffe.

Von dieser Entwicklung dürfte zuvorderst der amerikanische Konzern Apple profitieren, dessen Aktien am Montag bis kurz vor Handelsschluss in New York um mehr als vier Prozent zugelegt haben. Apple ist in besonderem Masse von den hohen Importzöllen betroffen, welche die Trump-Regierung gegen China verhängt hat, weil die iPhones grösstenteils dort zusammengesetzt werden.

Doch so richtig trauen mögen die Anleger der Entspannung nicht, weil das Weisse Haus seit Tagen nur vage Angaben dazu macht, welchen Zöllen die Einfuhr von Elektronikartikeln aus China langfristig unterliegen soll. Die Märkte hätten sich sehr stark gezeigt, nachdem sie sich an die Zölle gewöhnt hätten, sagte der amerikanische Präsident Donald Trump am Montag vor der Presse im Weissen Haus: «Ich gab ihnen eine kleine Pause, weil man, nun ja, etwas flexibel bleiben muss.»

Er versprach auch vorübergehende Zollerleichterungen für amerikanische Autobauer, welche die Produktion von Fahrzeugteilen zurück in die USA verlagern wollten. Die Aktien von GM und Ford legten daraufhin stark zu. Trump sagte aber auch, dass dies nicht das Ende seiner Zollpolitik sei: Man werde weiterhin tun, was man tun müsse.

Kommt es zu Hamsterkäufen?

Jürgen Wagner ist Analyst für die Technologiebranche beim amerikanischen Brokerhaus Stifel. Er sagt: «Es ist noch zu früh für eine Entwarnung, da die Zölle ja, Stand heute, trotzdem kommen sollen, einfach später.» Dennoch sei der Aufschub grundsätzlich positiv. Nun stelle sich die Frage, wie sich die Konsumenten verhielten. Falls die USA in eine Rezession rutschen sollten, dürfte das auf die Verkäufe von Smartphones und Computern drücken, sagt Wagner.

Angesichts des Zollaufschubs schliesst er aber nicht aus, dass es zu Hamsterkäufen kommt – also dass Leute jetzt noch Geräte kaufen, bevor sie durch hohe Zölle verteuert werden. Dies wäre kurzfristig für die Verkaufszahlen von Konzernen wie Apple positiv. Tatsächlich sind im März die Exporte aus China in die USA sogar angestiegen, obwohl sie zu dieser Zeit bereits mit einem um 20 Prozent erhöhten Einfuhrzoll belegt wurden.

Trumps abrupter Kurswechsel wirkt sich auch auf die Schweizer Firmen sowie die hiesige Börse aus. Positiv wertet Wagner den Aufschub für Zulieferer in der Halbleiterindustrie wie VAT oder Comet, deren Erzeugnisse bisher von Zöllen verschont geblieben sind. Doch wenn es Zölle auf Endprodukte gebe, senke das auch die Nachfrage bei Firmen in der vorgelagerten Wertschöpfungskette.

Wenige Ausweichmöglichkeiten

Die Analysten halten sich nach den Erfahrungen der letzten Tage mit Prognosen über den Technologiesektor hinaus zurück. «Die politische Unsicherheit bleibt hoch, und eine neuerliche Eskalation ist nicht auszuschliessen», heisst es bei der Zürcher Kantonalbank (ZKB). Dennoch rechnen die Analysten des Instituts in ihrem Basisszenario nicht mit einer globalen Rezession. Vor diesem Hintergrund scheint ihnen «der Ausverkauf am Schweizer Aktienmarkt übertrieben», wie sie in einer Einschätzung vom Montagmorgen schreiben.

Weil beinahe alle Branchen vom Zollstreit der USA mit dem Rest der Welt in irgendeiner Form betroffen sind, ist es aber sehr schwierig geworden, am Aktienmarkt mit defensiven Titeln auf Nummer sicher zu gehen. Ein Fragezeichen machen die ZKB-Analysten etwa bei der als stabil geltenden Pharmaindustrie. Von diesem Vorteil können die Titel der Branche derzeit nicht profitieren, weil unklar ist, ob und in welchem Ausmass Konzerne wie Novartis oder Roche von amerikanischen Zöllen betroffen sein werden. Zwar produzieren die Schweizer Pharmafirmen bereits einen beachtlichen Teil ihrer Medikamente für den amerikanischen Markt in den Vereinigten Staaten. Novartis hat überdies Grossinvestitionen in Milliardenhöhe angekündigt. Zudem dürfte auch eine allfällige Preiserhöhung aufgrund von Zöllen die Nachfrage nach lebensnotwendigen Arzneimitteln nicht allzu stark verringern. Trotzdem lastet die Unsicherheit in der Zollpolitik auf dem Sektor.

Die Analysten der Bank Vontobel machen am Schweizer Aktienmarkt immer noch Bereiche aus, die von den neuen Zöllen nur geringfügig direkt betroffen sind: «Langweilig» zu sein, könne in diesen Zeiten durchaus attraktiv sein. Damit meinen sie Sektoren wie Versicherungen, Immobilien oder Telekom. Als weiteres Zückerchen böten diese Unternehmen darüber hinaus oft attraktive Dividenden, die in den nächsten Wochen ausgeschüttet würden.

Dass die Versicherer von den Verwerfungen an den Finanzmärkten aber sehr wohl betroffen sind, macht Vontobel mit dem Aktien-Update vom Montag gleich selber deutlich. Aufgrund der erwarteten tieferen Anlageerträge und damit wohl tieferen Gewinne korrigierte die Bank ihr Kursziel bei Zurich, Swiss Life, Helvetia, Baloise und Vaudoise nach unten.

ANZEIGE

«Vieles hat nichts gebracht»

Die Schweizer Ökonomin Iris Bohnet sagt, bei den Diversitätsprogrammen sei nicht alles rundgelaufen

sev. · Viele amerikanische Firmen haben auf Druck der US-Regierung ihre Diversitätsziele gekippt; inzwischen drängen die USA sogar Unternehmen in Europa, Trumps Verbot zu befolgen. Iris Bohnet, Harvard-Professorin und Ex-Verwaltungsrätin der Credit Suisse, hat sich als Verhaltensökonomin intensiv mit Gleichstellung in der Arbeitswelt auseinandergesetzt.

Im Interview sagt sie, zahlreiche Unternehmen hätten Diversität auf eine sinnlose Weise verfolgt: «Vieles hat nichts gebracht.» Es sei nun der Zeitpunkt, Daten zu sammeln und zu schauen, was funktioniere. Von den Veränderungen in der amerikanischen Gesellschaft ist Bohnet nicht überrascht, aber von deren Schnelligkeit und Heftigkeit.

Wirtschaft, Seite 22

Redaktion und Verlag: Neue Zürcher Zeitung, Falkenstrasse 11, Postfach, 8021 Zürich, Telefon: +41 44 258 11 11,
Leserservice/Abonnements: +41 44 258 10 00, www.nzz.ch

Wetter/TV/Radio: 27, Traueranzeigen: 10, Impressum: 12

AT € 3.60
9 772297 322004 25088

«Ich habe mich selbst amputiert»

Myanmar ist vom Bürgerkrieg gezeichnet – mitten im Dschungel betreiben die Rebellen geheime Spitäler

PAUL BOYER, PIERRE TERRAZ, DEMOSO

Eine Kugel fliegt über den Schützengraben, alle ducken sich. Den Kopf im falschen Moment zu heben, kann tödlich sein. Drei junge Männer vom Bataillon Urban Revolutionary Front bewegen sich gebeugt weiter. Nur sechzig Meter trennen sie von den Stellungen der Militärjunta unter General Min Aung Hlaing.

Seit dem Militärputsch vom 1. Februar 2021 kämpfen die Rebellen beim Dorf Moe Bye, östlich der Hauptstadt Naypyidaw, für eine Rückkehr zur Demokratie. Viele der Rebellen sind kaum älter als zwanzig. Sie ziehen mit leichten Sturmgewehren in den Krieg.

Nachdem die Junta die friedlichen Demonstrationen niedergeschlagen hatte, griffen viele Menschen im ganzen Land zu den Waffen. Mit Erfolg: Die Junta hat mittlerweile die Herrschaft über weite Teile des Landes verloren. Laut einer Schätzung der Menschenrechtsgruppe Special Advisory Council sind 86 Prozent des Gebiets entweder unter Kontrolle von bewaffneten Gruppen oder umkämpft. In diesen Regionen leben fast zwei Drittel der Bevölkerung Myanmars.

Am 28. März 2025 wurde Myanmar vom schwersten Beben seit hundert Jahren erschüttert. Es gab über 3500 Tote, 4500 Verletzte. Trotzdem flog das Regime seither mehr als 129 Luftangriffe.

Es ist möglich, über die thailändische Grenze in das Rebellengebiet zu gelangen. Vor Ort zeigt sich: Trotz der am 2. April ausgerufenen Waffenruhe, die den Erdbebenopfern helfen sollte, geht der Krieg weiter.

Operation im Behelfsspital: Pflegende versorgen einen Kämpfer, den Granatsplitter am Fuss verletzt haben. PIERRE TERRAZ

Zwischen Wurzeln und Bomben

Ein Stöhnen durchbricht die Stille des Waldes. Rund dreissig Kilometer von der Front entfernt nimmt ein geheimes Spital verletzte Rebellen auf. Im Fall eines Luftangriffs steht ein Schutzbunker bereit – Platz für fünfzig Personen, in die Erde gegraben. Das dichte Blätterdach und schwarze Planen über den Gebäuden sollen verhindern, dass Drohnen das Lager namens Luker erspähen.

Im Hauptgebäude arbeiten Pflegerinnen. Sie sind zwischen 18 und 30 Jahre alt, ungelernt, sie improvisieren mit dem, was sie haben. Inmitten des Dschungels versorgen sie offene Wunden mit erstaunlicher Präzision. Meist stammen die Verletzungen von Granatsplittern oder Bomben.

Ein Kämpfer um die vierzig mit gebrochenem Arm verbeisst sich in der Decke, als 90-prozentiger Alkohol über den offenen Bruch läuft. Direkt neben ihm liegt ein Mann mit abgetrenntem Bein auf einem alten, staubigen Bett, er ist ganz ruhig, obwohl er Höllenqualen leiden müsste – offenbar hat er Morphium bekommen. Plötzlich schreit ein junger Verwundeter auf. Splitter haben sein Bein und seine Schulter schwer verletzt. Weil es keine Narkosemittel mehr gibt, halten ihm Kameraden das Bein fest, während eine Pflegerin seine Wunde während dreissig Minuten mit einem Stofffetzen säubert.

Seit dem Morgen ist der einzige Neurochirurg der Klinik im Einsatz. Er überwacht jede Operation. Als der Putsch begann, hatte er gerade seine Ausbildung abgeschlossen. Jetzt leitet er ein ganzes Notfallteam nahe der Front. «Wir haben einen Operationsraum, aber keine Intensivstation. Es fehlt an Personal. Jeder, der helfen will, wird angelernt», sagt er. Etwa dreissig Freiwillige arbeiten derzeit im Spital.

NZZ / k.b.

Der Klinikleiter, der sich unter den schattigen Bäumen vor dem Spital kurz ausruht, hatte vor Wochen überlegt, ganz zu schliessen. Zweimal sei man im Februar bombardiert worden, die Bomben verfehlten ihr Ziel nur um 300 Meter. Die Klinik blieb zwei Wochen geschlossen, dann machte sie wieder auf. «Die Militärs wissen, wo wir sind. Ich weiss nicht, wie lange wir noch weitermachen können.»

Das Erdbeben hielten sie zunächst für einen erneuten Luftangriff. Sauerstoffflaschen stürzten um, eine von zwei Narkosemaschinen ging zu Bruch. Im gesamten Gliedstaat Kayah hat das Beben Spuren hinterlassen. In der Stadt Demoso stürzte eine Kirche ein. In der Nähe der Häuser öffnete sich ein gewaltiger Erdspalt im Boden, die Leute sagen, er reiche hundert Meter in die Tiefe. Immer wieder stehen Neugierige am Rand und spähen in das schwarze Loch.

Der Kämpfer will Bauer werden

Zwischen Felswänden, Bäumen und Gestrüpp versteckt liegt ein weiteres geheimes Spital, es trägt den Namen O1. Auch hier schützt das Blätterdach die Klinik vor Spionagedrohnen aus der Luft. Im O1 erhalten Kämpfer wie Zivilisten Hilfe. Kinder, Schwangere und Kriegsverwundete liegen Tür an Tür. Manche sind auf eine Mine getreten, andere wurden von einer Kugel gestreift – oder hatten einfach einen Unfall.

Eine 31-jährige Frau kam am 4. April nach einem Verkehrsunfall an. «Die Bremsen haben versagt. Zwei Freundinnen starben», sagt sie. Andere warten auf eine Biopsie oder eine Chemotherapie, doch beides ist hier nicht möglich. Ein alter Mann windet sich vor Schmerzen auf einem provisorischen Bett. «Wir vermuten Magenkrebs», sagt der Allgemeinarzt Soe Yan Naing.

Vor zwei Monaten spielte die 14-jährige Margaret mit einer Freundin in einem Lager für Vertriebene, als ein Sprengsatz aus der Luft abgeworfen wurde. «Ich habe das Geräusch über mir gehört, aber war vor Schreck erstarrt. Meine Freundin konnte noch in den Wald rennen.»

Margarets Schienbein ist gebrochen, das Becken verschoben. Sie hat Glück gehabt, dass ihr Bein nicht amputiert werden musste. Seit dem Angriff spricht sie so leise, dass man sie kaum noch versteht. «Es ist ein posttraumatischer Schock», erklärt der Arzt. «Ihr Gehirn hat die Schmerzen noch nicht verarbeitet. Wir wissen auch nicht, wie wir Kinder richtig betäuben sollen. Die Dosierungen sind unklar.»

> Am 28. März wurde Myanmar vom schwersten Beben seit hundert Jahren erschüttert. Trotzdem flog das Regime seither mehr als 129 Luftangriffe.

Ein junger Mann mit weichem Gesichtsausdruck richtet sich auf seinem Krankenbett auf. Der 19-jährige Sweta Ning stammt aus Moe Bye – nahe der Front. Sein linker Fuss wurde von einer Mine zerfetzt. «Ich habe mich selbst amputiert. Brauchte keinen Arzt», sagt er zu seiner Freundin, er kann noch witzeln.

Nach der Explosion band ihm ein Sanitäter den Oberschenkel ab, um die Blutung zu stoppen. Dann der Transport: anderthalb Stunden über holprige Waldwege bis ins Spital. «Hier kann ich endlich ruhen», sagt er erschöpft.

In zwei Monaten, so hofft er, bekommt er eine Prothese. Dann will er nicht mehr kämpfen. «Ich habe meinem Kommandanten schon die Kündigung geschrieben. Ich will heiraten und Bauer werden.» Jetzt sorgt er sich um seinen jüngeren Bruder. Der ist 17 und wurde nach zehn Tagen militärischer Ausbildung an die Front geschickt.

Ein einziger Chirurg

In einer Holzhütte, die als Notaufnahme dient, weint ein Mann über dem Leichnam eines Verwandten. Eine graue Decke bedeckt den Toten – ein Zivilist, etwa vierzig Jahre alt, gestorben an Granatsplittern. Myanmar verzeichnet jedes Jahr weltweit die meisten Opfer durch Sprengfallen, die Menschen töten oder verletzen, mehr als Syrien, Afghanistan oder die Ukraine.

Das Spital hat einen unterirdischen Operationsraum, betrieben von zwei Generatoren. Im März führten die Ärzte dort 117 Eingriffe durch – vier pro Tag, durchgeführt von einem einzigen Chirurgen ohne Fachausbildung. Es ist der Spitalleiter.

In der improvisierten Küche des Spitals isst er rasch eine Schüssel Reis. Seinen Namen nennt er nicht – aus Angst vor Vergeltung durch die Junta. Vor dem Krieg führte er eine Praxis in Yangon, heute behandelt er Schusswunden und Explosionstraumata. «Am schwierigsten ist die Neurochirurgie. Da zählt jede Bewegung.» Er bildet sich mit Youtube-Videos fort.

Der Spitalleiter stammt aus gutem Haus. Familie und Freunde raten ihm zur Flucht nach Europa. Aber er will bleiben. «Ich würde es mir nie verzeihen, zu gehen. Ich könnte nicht einfach so weiterleben», sagt er und blickt in die Baumkronen. «Ich wollte nur ein paar Monate bleiben. Jetzt sind es vier Jahre. Ich glaube nicht, dass ich Yangon je wiedersehe.»

Im Spital O1 ist vieles improvisiert, aber es ist erstaunlich gut ausgerüstet: Neben dem Operationsraum hat es auch eine mobile MRI-Röhre und ein Röntgengerät. «Das Material kommt in Einzelteilen, versteckt in Fahrzeugen. Es muss illegal von Yangon hierhergebracht werden, vorbei an den Checkpoints der Junta», sagt Soe Yan Naing, während er raucht. Der Allgemeinarzt ist 31, er hatte gerade sein Studium abgeschlossen, als der Krieg begann. «Ich habe Molotowcocktails gebaut. Ein Kamerad wurde zum Tode verurteilt. Als mein Name im Staatsfernsehen genannt wurde, bin ich abgehauen», erzählt er.

Soe Yan Naing war von Anfang an Teil des Widerstands gegen die Junta. Myanmar stand bis 2011 unter Militärherrschaft, danach gab es zehn Jahre eine vorsichtige Öffnung unter Aung San Suu Kyi – die ersten freien Wahlen seit 1948. Für viele junge Menschen wie Soe Yan Naing war die Rückkehr zur Diktatur undenkbar.

Seit Beginn des Kriegs ringt der Arzt mit sich: Waffe oder Skalpell? Er entschied sich fürs Heilen. «Es fällt mir schwer, gefangene Soldaten der Junta zu behandeln. Sie sind keine Menschen», sagt er. Dann stockt er. «Aber ich muss es tun.»

Das Bad als Krematorium

Wer sich aus dem Dschungel hinauswagt, sieht, was vom Krieg übrig geblieben ist. Demoso ist beinahe menschenleer – ein Geisterdorf. Vor dem Krieg lebten hier über 5000 Menschen, in der umliegenden Region knapp 90 000. Jetzt sind die Hauswände durchlöchert, in den Gärten klaffen Granattrichter. Auch eine Kirche wurde getroffen, ihre bunten Glasfenster sind zerschlagen.

Die Region rund um Demoso ist mehrheitlich christlich geprägt, das ist im buddhistischen Land eine Ausnahme. Die Junta besetzt Kirchen wie jene in Demoso gezielt. Seit siebzig Jahren versucht die Zentralregierung in Myanmar, ethnische und religiöse Minderheiten mit Gewalt zu assimilieren.

Im Zentrum von Demoso steht ein Hotel, das nie eröffnet wurde. Wie die Kirche diente es der Armee als Stützpunkt – bis es Ende 2023 von Rebellen eingenommen wurde. Noch immer klebt Blut an den Wänden. Auf dem obersten Stock liegt ein Scharfschützentisch. In einem der Bäder sollen die Rebellen die Leichen der getöteten Soldaten verbrannt haben. «Dieses Badezimmer war ihr Krematorium. Die Rebellen stapelten die Leichen, zündeten sie an, sammelten danach Knochen und Zähne ein, um keine Spuren zu hinterlassen», sagt ein lokaler Journalist, der anonym bleiben will.

Gegenüber dem Hotel ist die 52-jährige Elisabeth in ihr zerfallenes Haus zurückgekehrt. Sie ist gläubige Baptistin. Lange lebte sie im Flüchtlingslager. Jetzt kümmert sie sich wieder um ihre Blumen – aber nur im Vorgarten. «Hinten gehe ich nicht mehr hin. Kämpfer haben mir gesagt, dort lägen Minen.» Ein benachbartes Ehepaar, beide über 80, wollte bloss seinen Hof aufräumen – und dabei verloren beide ein Bein.

Der Konflikt in Myanmar zählt zu jenen im 21. Jahrhundert mit den meisten Todesopfern. Laut der Organisation Armed Conflict Location and Event Data starben bereits über 50 000 Menschen. Selbst Beerdigungen sind gefährlich. Jede Versammlung kann die Aufmerksamkeit der Luftwaffe auf sich ziehen.

In einer Lichtung oberhalb von Demoso liegt ein versteckter Friedhof für gefallene Kämpfer. Der Pfarrer, der anonym bleiben möchte, hält dort eine Beerdigung nach der anderen ab. «Wir machen es schnell, mit so wenig Leuten wie möglich», sagt er und zeigt auf ein frisches Grab. Der Tote war 19.

«Ich habe noch selber eingesteckt»: vagt die Kämpfer in Myanmar Rückzugsgefechte und ein «Krieg» unter Triumvirn

Myanmar ist nicht von sich Ruhe verschwunden, es tobt und es ist kaum zu gewinnen. Spätestens im Dezember wird es wieder Kämpfe geben. Und was nun folgen

Von Thomas Fuster, Bangkok, Bangkok

Seit Ende August dauert die Schlachtbeschreibung, aber ebenso lang wie die Kämpfe selbst ist die Liste der Gebiete, die sich Rebellen aus Myanmar Armee von Banditen Urlaut. Betreibt Kriminelle Kriminelle Kriminelle

reportage

Birmanie
Dans la solitude des champs de pavot

Plongé dans une guerre civile depuis 2021, le pays est en tête de la production mondiale d'opium, devant l'Afghanistan. À l'Est, dans l'État Shan, la plante est devenue l'une des uniques sources de revenu pour les paysans, et un moyen de financer la guerre pour les groupes rebelles opposés au pouvoir.

PAUL BOYER ET **PIERRE TERRAZ** (PHOTOS) ENVOYÉS SPÉCIAUX EN BIRMANIE

Tous les week-ends, après sa semaine d'école, la petite Nuka travaille 12 heures par jour dans les champs de pavot à opium. La fillette aux cheveux noirs coupés court n'est pas plus grande que les tiges brunes parmi lesquelles elle circule à toute vitesse. On la perdrait de vue si elle ne portait pas une polaire rose décorée de petits lapins.

À la fin de la saison de la récolte, en ce début de mois d'avril, son labeur consiste à arracher les têtes séchées de leur queue pour récupérer des graines marron qui seront replantées l'année prochaine. *« J'aide ma famille pour qu'on puisse manger, mais je continue d'aller à l'école au camp de réfugiés la semaine. J'aime les mathématiques »*, assure la gamine, âgée de 11 ans, en continuant son quadrillage du champ pour n'oublier aucun bulbe.

En Birmanie, la guerre civile a commencé après le coup d'État militaire de 2021 et aurait déjà fait plus 50 000 morts selon des estimations datant de 2024. L'ONU indique que plus de 3,5 millions de personnes ont été déplacées, fuyant vers les régions périphériques contrôlées par les rebelles pro-démocratie, opposés au pouvoir. Comme dans l'État Shan, non loin de la Chine, du Laos et de la Thaïlande, situé au beau milieu du Triangle d'or.

Dans cette vallée montagneuse enclavée, deux silhouettes veillent sur la petite Nuka en lui expliquant les bons gestes. Lin Twee, sa tante, et Lei, une femme plus âgée, portent des moufles en laine usées par le temps et les récoltes successives. Dans cette exploitation, les trois

Nuka, 11 ans, travaille douze heures par jour, le week-end, à cueillir des têtes de pavot.

Les groupes armés pro-démocratie sont obligés de se financer grâce à l'opium, faute de soutien international.

agricultrices sont payées environ 10 euros par jour pour récolter le pavot. Une besogne usante et répétitive : *« J'ai mal au dos, aux avant-bras, à la nuque. Mes mains sont sèches,* confie Lin Twee en tendant ses paumes craquelées. *Je suis épuisée. »*

L'échine de cette jeune femme de 36 ans est courbée à l'équerre, des gouttes de sueur perlent à son front. Elle relève le menton toutes les cinq minutes pour vérifier où est la plus jeune des travailleuses. Lorsqu'elle aperçoit Nuka, un sourire soulagé illumine son visage. *« La petite travaille bien. Grâce à cela, je peux nourrir décemment mes trois filles et ma nièce. Avant, nous n'avions même plus de riz »,* grince Lin Twee, en prenant soin d'éviter les engins explosifs qui pullulent sous le sol. La Birmanie est le pays qui dénombre le plus de victimes de mines antipersonnel chaque année, devant la Syrie, l'Afghanistan et l'Ukraine. Dans les champs, les accidents sont fréquents.

En quatre années à fouler ces plaines qui s'étendent à perte de vue, elle a vu évoluer les prix de l'opium. *« Je vendais un kilo environ 470 euros l'année dernière, contre 680 euros cette année. On nous achète plus cher car la demande augmente. J'aimerais cultiver autre chose, mais je n'ai pas le choix. »* De part et d'autre de l'exploitation, des bâches vertes sont étendues au sol. C'est ici que sont vidés les sacs en osier portés en bandoulière. En haut de l'exploitation, une cabane en bois sommaire abrite le trésor de têtes de pavot.

/ Une aubaine pour les rebelles

Ces champs étaient autrefois gérés par des organisations criminelles dont les chefs sont mondialement connus, à l'instar de Khun Sa, surnommé le « roi de l'opium » par Interpol dans les années 1980. Avec les bénéfices de la drogue, ces trafiquants ont investi presque tous les secteurs de l'économie du pays : les banques, les compagnies aériennes, les hôtels… En son temps, Khun Sa dirigeait même une milice de plusieurs centaines d'hommes, mise sur pied avec la complicité d'officiels birmans. Il contrôlait alors la quasi-totalité de la production régionale et, en 1994, on estimait que 80 % de l'héroïne distribuée dans les rues de New York venait du Triangle d'or.

Localement, dans les hauts plateaux du pays, des villageois sont toujours accros aux graines de pavot, passant parfois leurs journées entières à tirer sur leurs pipes à opium. Amaigris et sans emploi, ils ont longtemps été stigmatisés par le gouvernement. Pourtant, la consommation de cette plante psychotrope n'est que la partie émergée de l'iceberg. Outre l'opium, la Birmanie est l'un des premiers producteurs d'amphétamines au monde avec l'ancienne Syrie de Bachar Al-Assad. En 2023, l'armée thaïlandaise a saisi 2 millions de pastilles de cette drogue de synthèse sur sa frontière, et tué quinze trafiquants birmans. Une internationalisation du marché s'est largement accélérée à cause du conflit qui fait rage.

Au loin, les tirs d'artillerie résonnent et viennent interrompre le concert des criquets. Mais Nuka et sa tante continuent leur récolte, imperturbables, en faisant fi des bruits quotidiens de bombardements. À seulement une dizaine de kilomètres de là, les forces gouvernementales tentent de tenir une ville assiégée par les groupes rebelles qui veulent restaurer la démocratie par les armes. Les champs de pavot se situent à mi-chemin entre la ville de Demoso, « libérée » fin 2023 par les insurgés, et celle de Moe Bye, tenue par la junte. Le putsch militaire du 1er février 2021, qui a propulsé au pouvoir le général autoritaire Min Aung Hlaing, a aussi fait sombrer le pays dans un conflit interne. Aujourd'hui, plusieurs organismes d'observation estiment que moins d'un quart du territoire national serait encore tenu par l'armée.

« Nous manquons d'armes lourdes : mortiers, lance-roquettes, drones… Alors que la junte dispose d'avions de chasse fournis par la Chine et la Russie. Nous luttons avec trop peu face aux attaques aériennes », marmonne le commandant Htet Aung Linn, accroupi dans une tranchée, les yeux rougis par le bétel, un puissant tabac à chiquer. Faute de soutien financier des instances internationales et des démocraties européennes – bien que celles-ci aient condamné le coup d'État de 2021 et l'instauration d'un régime autoritaire –, certains groupes armés pro-démocratie se financent grâce à la vente d'opium à l'étranger. *« En Birmanie, les groupes rebelles n'ont pas de moyens de financement extérieur, comme c'était le cas en Afghanistan lorsque la CIA soutenait les moudjahidines contre les Soviétiques. Ils se débrouillent seuls pour financer la lutte armée »*, précise Pierre-Arnaud Chouvy, chercheur au CNRS, spécialiste de l'économie de cette drogue et auteur du livre *Les Territoires de l'opium* (2002).

L'opium est donc une aubaine pour les rebelles : 90 % de la production est regroupée dans le seul État Shan, presque totalement contrôlé par des groupes armés. L'absence de police et de toute forme d'État de droit, dans ces zones contrôlées par les insurgés, rend la tâche facile.

/ Les paysans prisonniers de l'économie de conflit

Pour autant, l'opium ne bénéficie pas à tout le monde de manière égale dans le pays. La drogue rapporte 17 fois plus que la culture du riz, 40 fois plus que celle du blé, mais sa production est aussi bien plus laborieuse et plus coûteuse pour la main-d'œuvre, qui se retrouve dépendante d'un produit extrêmement chronophage à semer et à récolter. *« L'opium est une opportunité économique à double tranchant pour les paysans birmans : ils sont souvent contraints par la crise politique et la guerre à produire de l'opium. Très rentable pour les trafiquants, elle permet à peine aux cultivateurs de ne pas s'endetter, pour un travail bien plus laborieux que celui du riz ou du blé »*, argumente Pierre-Arnaud Chouvy.

Par ailleurs, le propriétaire d'un terrain indexe toujours le prix de sa parcelle sur celui de la drogue lorsqu'il loue sa terre à un paysan. Dès lors, vu les prix, impossible pour les métayers de cultiver autre chose que du pavot : la production d'opium devient une obligation tacite. Les agriculteurs, qui se mettent à produire de la drogue avant tout pour pallier leur insécurité alimentaire, finissent dépendants de cette économie de conflit.

Aujourd'hui, la Birmanie produit environ 1 000 tonnes d'opium par an, évalue l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC). La plante générerait des revenus estimés entre 589 millions et 1,57 milliard de dollars chaque année. Cependant, *« les agriculteurs démunis qui cultivent l'opium en Birmanie ne s'enrichissent pas, ils tentent simplement de gagner leur vie dans des conditions difficiles »*, précise Yatta Dakowah, directeur de l'ONUDC pour la Birmanie.

Le pays est celui qui compte le plus grand nombre de groupes armés au monde depuis le coup d'État. La Birmanie dénombre à elle seule 2 600 organisations : c'est près de la moitié des milices mondiales. Dans un tel contexte de fragmentation, difficile de mesurer combien rapportent les affaires et les trafics de chacun. Une seule chose est sûre : avec la guerre civile, le trafic d'opium a encore de beaux jours devant lui. ●

Le propriétaire d'un terrain indexe toujours le prix de sa parcelle sur celui de la drogue lorsqu'il loue sa terre à un cultivateur.

Birmanie : dans la solitude des champs de pavot

Plongé dans une guerre civile depuis 2021, le pays est en tête de la production mondiale d'opium, devant l'Afghanistan. À l'Est, dans l'État Shan, la plante est devenue l'une des uniques sources de revenu pour les paysans, et un moyen de financer la guerre pour les groupes rebelles opposés au pouvoir.

Pierre Terraz et Paul Boyer • 28 mai 2025 · JOURNAL · 12 MINUTES DE LECTURE · 1 MINUTE D'ÉCOUTE

Article paru dans Politis N° 1864

Acheter ce numéro

Ajouter à ma série

Partager :

Nuka, 11 ans, travaille douze heures par jour, la week-end, à cueillir des têtes de pavot. © Pierre Terraz

MONDE

Temps de lecture : 9 minutes

#Birmanie #Drogues

Tous les week-ends, après sa semaine d'école, la petite Nuka travaille 12 heures par jour dans les champs de pavot. Le fillette aux cheveux noirs coupés court n'est pas plus grande que les tiges brunes parmi lesquelles elle cueille à toute vitesse. On la perdrait de vue si elle ne portait pas une paloise rose décorée de petits lapins.

À la fin de la saison de la récolte, en ce début de mois d'avril, son labeur consiste à arracher les têtes séchées de leur queue pour **récupérer** des graines marron qui seront replantées l'année prochaine. *« J'aide ma famille pour qu'on puisse manger, mais je continue d'aller à l'école au camp de réfugiés la semaine. J'aime les mathématiques »*, assure la gamine, âgée de 11 ans, en continuant son quadrillage du champ pour n'oublier aucun bulbe.

En Birmanie, la guerre civile a commencé après le coup d'État militaire de 2021 et aurait déjà fait plus 50 000 morts selon des estimations datant de 2024. L'ONU indique que plus de 3,5 millions de personnes ont été **déplacées**, fuyant vers les régions périphériques contrôlées par les rebelles pro-démocratie, opposés au pouvoir. Comme dans l'État Shan, non loin de la Chine, du Laos et de la Thaïlande, situé au beau milieu du Triangle d'or.

> **Sur le même sujet :** En Birmanie, « la possibilité d'une défaite de la junte »

Dans cette vallée montagneuse enclavée, deux silhouettes veillent sur la petite Nuka en lui expliquant les bons gestes. Lin Twee, sa tante, et Lei, une femme plus âgée, portent des mouffles en laine usées par le temps et les récoltes successives. Dans cette exploitation, les trois agricultrices sont payées environ 10 euros par jour pour récolter le pavot. Une besogne **usante** et répétitive : *« J'ai mal au dos, aux avant-bras, à la nuque. Mes mains sont sèches*, confie Lin Twee en tendant ses paumes craquelées. *Je suis épuisée. »*

L'échine de cette jeune femme de 36 ans est courbée à l'équerre, les doigts de suerur perfect à son front. Elle relève le menton toutes les cinq minutes pour vérifier où est la plus jeune des travailleuses. Lorsqu'elle aperçoit Nuka, un sourire soulagé illumine son visage. *« La petite travaille bien. Grâce à cela, je peux nourrir décemment mes trois filles et ma mère. Avant, nous n'avions même plus de riz »*, grince Lin Twee, en prenant soin d'éviter les engins explosifs qui **pullulent** sous le sol. La Birmanie est le pays qui détiennent le plus de victimes de mines antipersonnel chaque année, devant la Syrie, l'Afghanistan et l'Ukraine. Dans les champs, les accidents sont fréquents.

> « J'aimerais cultiver autre chose, mais je n'ai pas le choix. »
>
> *Lin Twee*

En quatre années à fouler ces plaines qui s'étendent à perte de vue, elle a vu évoluer les prix de l'opium. *« Je vendais un kilo environ 470 euros l'année dernière, contre 680 euros cette année. On nous achète plus cher car la demande augmente. J'aimerais cultiver autre chose, mais je n'ai pas le choix. »* De part et d'autre de l'exploitation, des bâches vertes sont étendues au sol. C'est ici que sont vidés les sacs en osier portés en bandoulière. En haut de l'exploitation, une cabane en bois sommaire abrite le trésor de têtes de pavot.

Une aubaine pour les rebelles

Ces champs étaient autrefois gérés par des **organisations criminelles** dont les chefs sont mondialement connus, à l'instar de Khun Sa, surnommé le « roi de l'opium » par Interpol dans les années 1980. Avec les bénéfices de la drogue, ces trafiquants ont investi presque tous les secteurs de l'économie du pays : les banques, les compagnies aériennes, les hôtels… En son temps, Khun Sa dirigeait même une milice de plusieurs centaines d'hommes, mise sur pied avec la complicité des différents groupes ethniques. Il contrôlait alors la quasi-totalité de la production régionale et, en 1994, on estimait que 80 % de l'héroïne distribuée dans les rues de New York venait du Triangle d'or.

Localement, dans les hauts plateaux du pays, des villageois sont toujours accros aux graines de pavot, passant parfois leurs journées entières à tirer sur leurs pipes à opium. Amulgris et sans emploi, ils ont longtemps été stigmatisés par le gouvernement. Pourtant, la consommation de cette plante psychotrope n'est que la **partie émergée** de l'iceberg.

> **Sur le même sujet :** Birmanie : « Nous gagnerons car nous n'avons pas le choix »

Outre l'opium, la Birmanie est l'un des premiers producteurs d'amphétamines au monde avec l'ancienne Syrie de Bachar Al-Assad. En 2023, l'armée thaïlandaise a saisi 2 millions de pastilles de cette drogue de synthèse sur sa frontière, et tué quinze trafiquants birmans. Une internationalisation du marché s'est largement accélérée à cause du conflit qui fait rage.

Au loin, les tirs d'artillerie résonnent et viennent interrompre le concert des oiseaux. Mais Nuka et sa tante continuent leur récolte, imperturbables, en faisant fi des bruits quotidiens de bombardements. À seulement une dizaine de kilomètres de là, les forces gouvernementales tentent de tenir une ville assiégée par les groupes rebelles qui veulent **restaurer** la démocratie par les armes.

Les champs de pavot se situent à mi-chemin entre la ville de Demoso, « libérée » fin 2022 par les insurgés, et celle de Moe Bye, tenue par la junte. Le putsch militaire du 1er février 2021, qui a propulsé au pouvoir le général autoproclamé Min Aung Hlaing, a aussi fait **sombrer** le pays dans un conflit interne. Aujourd'hui, plusieurs organismes d'observation estiment que moins d'un quart du territoire national serait encore tenu par l'armée.

Les paysans arrêtés par les démocrates sont détenus dans des camps de rééducation. © Pierre Terraz

« Nous manquons d'armes lourdes : mortiers, lance-roquettes, drones… Alors que la junte dispose d'avions de chasse fournis par la Chine et la Russie. Nous luttons avec trop peu face aux attaques aériennes », marmonne le commandant Nief Aung Linn, accroupi dans une tranchée, les yeux rougis par le bétel, un puissant tabac à chiquer. Faute de **soutien financier** des instances internationales et des démocraties européennes – bien que celles-ci aient condamné le coup d'État de 2021 et l'instauration d'un régime autoritaire –, certaines groupes armés pro-démocratie se financent grâce à la vente d'opium à l'étranger.

> « La drogue rapporte 17 fois plus que la culture du riz, 40 fois plus que celle du blé. »

« En Birmanie, les groupes rebelles n'ont pas de moyens de financement extérieur, comme c'était le cas en Afghanistan lorsque la CIA soutenait les moudjahidines contre les Soviétiques. Ils se débrouillent seuls pour financer la lutte armée », précise Pierre-Arnaud Chouvy, chercheur au CNRS, spécialiste de l'économie de cette drogue et auteur du livre *Les Territoires de l'opium* (2002).

L'opium est donc une aubaine pour les rebelles : 90 % de la production est regroupée dans le seul État Shan, presque totalement contrôlé par des groupes armés. Labeuse de police et de toute forme d'État de droit, dans ces zones contrôlées par les insurgés, rend la tâche **facile**.

Les paysans prisonniers de l'économie de conflit

Pour autant, l'opium ne bénéficie pas à tout le monde de manière égale dans le pays. La drogue rapporte 17 fois plus que la culture du riz, 40 fois plus que celle du blé, mais sa production est aussi bien plus laborieuse et plus coûteuse pour la main d'œuvre, qui se retrouve **dépendante** d'un produit extrêmement chronophage à semer et à récolter.

« L'opium est une opportunité économique à double tranchant pour les paysans birmans : ils sont souvent contraints par la crise politique et la guerre à produire de l'opium. Très rentable pour les trafiquants, elle permet à peine aux cultivateurs de ne pas s'endetter, pour un travail bien plus laborieux que celui du riz ou du blé », argumente Pierre-Arnaud Chouvy.

Par ailleurs, le propriétaire d'un terrain indexe toujours le prix de sa parcelle sur celui de la drogue lorsqu'il loue sa terre à un paysan. Des tors, ou les prêts usuraires, poussent les métayers de cultiver autre chose que du pavot : la production d'opium devient une **obligation tacite**. Les agriculteurs, qui se mettent à produire de la drogue avant tout pour pallier leur insécurité alimentaire, finissent par dépendre de l'économie de conflit.

> « Les agriculteurs démunis qui cultivent l'opium en Birmanie ne s'enrichissent pas. »
>
> *Y. Dakowah*

Aujourd'hui, la Birmanie produit environ 1 000 tonnes d'opium par an, évalue l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC). La plante générait des revenus estimés entre 1,5 milliard et 1,57 milliard de dollars chaque année. Cependant, *« les agriculteurs démunis qui cultivent l'opium en Birmanie ne s'enrichissent pas. Ils tentent simplement de gagner leur vie dans des conditions difficiles »*, précise Yatta Dakowah, directeur de l'ONUDC pour la Birmanie.

Le pays est celui qui compte le plus grand nombre de groupes armés au monde depuis le coup d'État. La Birmanie dénombre à elle seule 2 600 organisations : c'est près de **la moitié** des milices mondiales. Dans un tel contexte de fragmentation, difficile de mesurer combien rapportent les affaires et les trafics de chacun. Une seule chose est sûre : avec la guerre civile, le trafic d'opium a encore de beaux jours devant lui.

Recevez Politis chez vous chaque semaine ! S'ABONNER VOUS

Pierre Terraz · Paul Boyer

Soutenez Politis, faites un don.

Chaque jour, *Politis* donne une voix à celles et ceux qui ne l'ont pas, pour favoriser des prises de conscience politiques et le débat d'idées, par ses enquêtes, reportages et analyses. Parce que chez *Politis*, on pense que l'émancipation de chacune et la vitalité de notre démocratie dépendent (aussi) **d'une information libre et indépendante.**

FAIRE UN DON

POUR ALLER PLUS LOIN…

LA MÉDIOCRATIE • 28 mai 2025

Palestine : « Dire qu'il n'y a qu'une solution est hors-sol »

Anne Tuaillon, présidente de l'Association France Palestine Solidarité, est l'invitée de « La Médiocratie ».

Par Pablo Pillaud-Vivien

REPORTAGE • 20 mai 2025 · IDÉES

À Paris, Révolution permanente déclare la « guerre à la guerre »

Le parti d'extrême gauche a rassemblé plus de 2 000 personnes lors d'un meeting, dimanche 25 mai, à Paris. Des militants du monde entier ont rappelé la nécessité de l'internationalisme face aux guerres, l'impérialisme et à l'extrême droite.

Par Pierre-Jaspar Zulc

REPORTAGE • 20 mai 2025 · IDÉES

Syrie : Palmyre veut retrouver le fil de son histoire

Ravagée par quatorze ans de guerre, la cité antique, inscrite au patrimoine mondial de l'Unesco, jonne ses plans directs. Le chef de Barbar Al-Assad, Ali Ahli dès ruines millénaires, toute une ville, privée d'infrastructures essentielles, est à reconstruire.

Par Hugo Lautissier

INTERVIEW • 20 mai 2025 · IDÉES

« Les chefs d'État pourraient être accusés de complicité de génocide »

Damien Scalia fait partie des juristes pour le respect du droit international (Jurdi), une association qui a mis en demeure la Commission européenne et le Conseil de l'Union européenne pour leur inaction face au génocide en cours à Gaza.

Par Hugo Bourrier

BEST OF Politis

Les plus lus

1. Les « scientistes » cherchent la stratégie gagnante pour « éliminer » les candidatures bétonnées
2. Collectif contre l'islamophobie en Europe : des « alertes françaises en garde à vue, leur domicile perquisitionné »
3. Licencier trois fois en six mois, une aide-soignante gagne son combat contre un Ehpad
4. Une aide-soignante en Ehpad, qui dénonçait ses conditions de travail, licenciée 3 fois en 6 mois

Les plus partagés

1. L'Ehpad de Paris pour la protection du peuple palestinien
2. Politis a trouvé de l'argent magique !
3. « Le 12 mai, marchons contre l'islamophobie en hommage à Abdoulkar Cissé! »
4. Criminalisation de la solidarité avec Gaza : pour la raison d'Assane Kouki et des huissiers du Bataclan

Les plus récents

1. Congrès du PS : Faure contre Mayer-Rossignol, un duel décisif pour l'avenir de la gauche
2. Du Chaumontais aux salles de cinéma : comment l'extrême droite a contaminé l'antisionisme
3. « On est là pour enseigner la vérité : un génocide se déroule sous nos yeux »
4. « Bienvenir, nous enseignerons qu'il y a eu un génocide à Gaza »

Chaque semaine, *Politis* décortique l'actualité, la culture, la politique…

Acheter un numéro ou un hors-série

S'ABONNER À POLITIS

RUBRIQUES
Agora · Monde · Économie · Écologie · Société · Idées · Culture

Hémicycle · Vidéos · Podcasts · Écoquartiers · Éducation · Santé · Politis · Justice

POLITIS ET VOUS
Je fais un don · Mes informations de abonnés · Je reprends l'abonnement · Mes comptes · Mes avantages

À CHAUD
#Climat · #Gaza · #Cancer · #Retraites · #Climatage

Contact · Mentions légales · Charte de déontologie · CGV · CGU · Politique de confidentialité · Politique · Cookies

NEWSLETTER POLITIS
Abonnez-vous à la newsletter pour ne rien louper du monde chaque matin.

Votre adresse email · JE M'INSCRIS

Google Play · App Store